

PROJETS Hercule et Clamadiou :

L'ENTERREMENT du SERVICE PUBLIC de l'ELECTRICITE et du GAZ et des AGENTS STATUTAIRES

Profitant du second confinement et de l'absence de nombreux agents de leur site de travail, le gouvernement avec la complicité des directions d'entreprise, sous pression de l'union européenne, vient d'annoncer au travers des plans Hercule et Clamadiou, l'implosion d'EDF et Engie et la mise à mort du Service Public de l'électricité et du gaz.

POUR EDF, L'ENTREPRISE SERAIT DÉCOUPÉE EN 3 ENTITÉS DISTINCTES:

EDF BLEU

(Nucléaire, RTE) qui resterait public dans un premier temps

EDF VERT

(Enedis, EDF commerce) qui serait ouvert au privé.

EDF AZUR

(Hydraulique) qui verrait la mise en place d'une régie avec mise en concurrence des barrages dans le temps.

Chaque entité Bleu, Vert et Azur serait indépendante et devrait garantir sa propre survie financière et chaque structure comme Enedis devrait avoir une autonomie totale entraînant la séparation du SI (Système Informatique), des achats et du RH.

Concernant EDF Vert dont EDF commerce et Enedis font partie, le capital serait ouvert au privé dans un premier temps à 30% mais il y aurait la possibilité d'un désengagement progressif de l'état, L'union européenne voulant même une ouverture du capital d'EDF VERT au privé sans aucune limite.

POUR ENGIE, ex GDF, Le groupe serait scindé en 2 entités :



NEW SOLUTIONS

Avec la volonté de vendre à la découpe Endel et Inéo et cette phrase assassine de la direction "cession ou si ce n'est pas possible arrêt de l'activité."



NEW ENGIE

Avec GRDF, GRT GAZ qui seraient livrés à Total et/ou à des fonds de pension de la caisse des dépôts.

Ces 2 projets, identiques sur le fond, vont isoler chaque entreprise et les rendre de fait, beaucoup plus vulnérables dans un monde capitaliste de concurrence.

Les mobilités professionnelles des agents entre chaque entreprise seront donc impossibles puisqu'il n'y aura plus d'entreprise intégrée.

L'entraide financière entre chaque entité sera impossible, les investissements nécessaires au réseau élec ou gaz ne pourront donc plus se faire par EDF ou Engie.

Chaque entreprise sera à la merci de son propriétaire privé qui prendra possession de son capital et qui deviendra donc de fait, décisionnaire du sort des agents et des usagers.

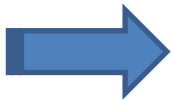
Dans ce contexte, **c'est donc la fin du statut national** et de tout ce qui est commun aujourd'hui aux électriciens et gaziers, c'est-à-dire :

- *Fin du tarif agent,*
- *Fin des activités sociales,*
- *Fin de la grille unique salariale (GF, NR, Echelons),*
- *Fin des Pers régissant l'astreinte, les droits familiaux, etc...,*
- *Fin du régime spécial de retraites,*
- *Fin du lien des agents en inactivité de service avec leurs entreprises et SLV.*

D'ailleurs, ces dernières semaines, les choses s'accélèrent dans les IEG :



À ENEDIS le projet d'externalisation de l'activité clientèle et de l'astreinte sont mis sur la table par la direction nationale.



À GRDF, après la mise en place avec "Sauvagerie" de la prime de la honte (Covid) à seulement 20% des agents, ce sont des tentatives d'externalisation de l'astreinte à Montpellier et Marseille qui ont été révélés par les collègues accompagnés de la CGT.



À EDF Commerce sur Avron à Paris, les agents dont l'activité est largement sous-traitée, ont interdiction de venir travailler sur le site, ce qui pose d'ailleurs la question de son maintien à l'avenir.

C'est donc la disparition totale du Service Public de l'électricité et du gaz que l'union européenne souhaite imposer à la France avec la complicité du gouvernement Macron et du patronat des IEG.



C'est pourquoi, les 4 organisations syndicales parlent de catastrophe nationale et appellent à la grève.

Dans les semaines et les mois qui viennent, la CGT appelle à une mobilisation sans précédent de tous les électriciens et gaziers, pour stopper ces projets catastrophiques pour les agents et les usagers.

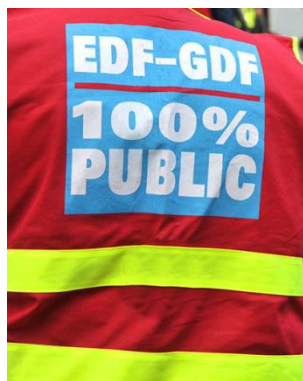
C'est pourquoi nous devons sortir l'électricité et le gaz de la loi du marché capitaliste et de la concurrence.

Nous revendiquons la nationalisation totale du secteur de l'énergie avec la création de 2 EPIC - Établissements Publics à Caractère Industriel et Commercial pour le gaz et l'électricité où la Production, le Transport, la Distribution et la Commercialisation doivent faire partie d'une même entreprise intégrée, ces 4 composantes étant intimement liés et devant être développé dans une logique industrielle commune.

Pour cela et dans le sens de l'intérêt général de la nation et de son peuple, la gestion et les orientations dans ces entreprises doivent revenir aux représentants démocratiquement élus des usagers et des agents.

Chers collègues, par notre solidarité et notre lutte, battons-nous pour la reconquête d'un véritable Service Public de l'énergie nationalisé.

L'électricité et le gaz ne doivent pas dépendre d'intérêts privés mais sont la propriété exclusive du peuple et de la nation.



NOUS TRAVAILLONS

NOUS PRODUISONS

NOUS DECIDONS